

 <p>utbm université de technologie Belfort-Montbéliard</p> <p><i>Humanités</i></p> <p>UTBM F 90010 Belfort Cedex tél. 03.84.58.31.75 fax. 03.84.58.31.78 e.mail <prénom.nom>@utbm.fr http://www.utbm.fr</p>	<p>GE01</p> <p>Fondements de la gestion</p> <p>Examen final</p> <p>Durée : 2 heures + 5 minutes de lecture de sujet</p>
<p>Christian GIRARDOT et Olivier SCHMITT</p>	<p>Lundi 23 juin 2008</p>

Consignes :

- *Les documents de cours, les documents de TD, les micro-ordinateurs portables et les téléphones mobiles ne sont pas autorisés.*
- *Les calculatrices autonomes sont autorisées.*
- *Vous signerez chaque copie utilisée.*
- *Vous veillerez à la présentation de la copie (lisibilité, orthographe, grammaire).*
- *Vos réponses seront toujours rédigées et justifiées.*
- *Vous n'utiliserez ni le stylo rouge, ni le crayon de papier.*

ÉTUDE DE CAS : Les équipementiers de l'industrie aéronautique

Liste des annexes :

- Annexe 1 : « Les équipementiers se ruent vers les pays émergents », Guillaume Lecompte-Boinet, *L'Usine Nouvelle* n° 3089, jeudi 21 février 2008
- Annexe 2 : « Quatre PMI font front commun », Guillaume Lecompte-Boinet, *L'Usine Nouvelle* n° 3087, jeudi 7 février 2008
- Annexe 3 : Fiche d'identité de la société SLICOM AÉRO
- Annexe 4 : Extrait de la balance des comptes de la société SLICOM AÉRO au 31/12/2006
- Annexe 5 : Tableau de passage des comptes de charges de la balance au compte de résultat
- Annexe 6 : Tableau de passage des comptes de produits de la balance au compte de résultat
- Annexe 7 : Fiche d'identité de la société SIMAIR
- Annexe 8 : Facture reçue par la société SIMAIR de la société VEDIORBIS
- Annexe 9 : Facture reçue par la société SIMAIR de la société MICHEL PIOCH SA
- Annexe 10 : Facture envoyée par la société SIMAIR à la société AIRBUS
- Annexe 11 : Extrait du plan de comptes de la société SIMAIR
- Annexe 12 : Bilan actif de la société SIMAIR au 31/12/2006
- Annexe 13 : Bilan passif de la société SIMAIR au 31/12//2006
- Annexe 14 : Diverses informations complémentaires relatives au bilan de la société SIMAIR au 31/12/2006
- Annexe 15 : Compte de résultat 1^{ère} partie de la société SIMAIR au 31/12/2006
- Annexe 16 à compléter et à restituer avec la copie : Compte de résultat 1^{ère} partie de la société SLICOM AÉRO au 31/12/2006
- Annexe 17 à compléter et à restituer avec la copie : Bilan fonctionnel de la société SIMAIR au 31/12/2006
- Annexe 18 à compléter et à restituer avec la copie : Tableau des indicateurs de l'équilibre structurel fonctionnel de la société SIMAIR au 31/12/2006
- Annexe 19 à compléter et à restituer avec la copie : Extrait du tableau des soldes intermédiaires de gestion de la société SIMAIR au 31/12/2006

Travail à faire : Toutes les questions sont indépendantes à l'exception des questions 14 et 15.

1. Pourquoi les équipementiers aéronautiques délocalisent-ils la fabrication de certaines pièces dans les pays à bas coût [1 point] ?
2. Comment la société Airbus profite-t-elle de la mondialisation dans le cadre du plan Power8 [0,5 point] ?
3. Préciser le(les) mode(s) de croissance utilisé(s) par la société SNECMA dans le cadre de son développement international [1 point].
4. Préciser le(les) mode(s) de croissance utilisé(s) par la société ZODIAC dans le cadre de son développement international [1 point].
5. Quel arbitrage exercent les équipementiers entre leurs investissements en France et leurs investissements dans les pays à bas coûts [0,5 point] ?
6. Préciser les causes qui atténuent pour l'instant les effets des délocalisations effectuées en France par les équipementiers [1 point].
7. Pourquoi sera-t-il difficile aux PMI (fournisseurs de rang 2 et au-delà) d'accompagner les équipementiers dans leur stratégie de délocalisation [0,5 point] ?
8. De quel avantage comparatif entend profiter la société Aubert & Duval en concluant un partenariat avec la société kazakhe UKTMP [0,5 point] ?
9. Malgré les contraintes imposées par leurs donneurs d'ordre (Airbus et les équipementiers de rang 1), comment les sous-traitants aéronautiques peuvent-ils continuer à se développer [1 point] ?
10. Présenter l'extrait du compte de résultat de la société SLICOM AÉRO au 31/12/2006 (annexe 16 à compléter et à restituer avec la copie) [2 points].
11. Enregistrer dans le système d'information de la société SIMAIR – selon la technique du livre-journal - la facture reçue par la société SIMAIR de la société de travail temporaire VEDIORBIS (Cf. annexe 8). On supposera que cette facture est reçue et enregistrée deux jours après son émission [1 point].
12. Enregistrer dans le système d'information de la société SIMAIR – selon la technique du livre-journal - la facture reçue par la société SIMAIR de la société MICHEL PIOCH SA. Cette dernière est spécialisée dans la fabrication de centres d'usinage dédiés au fraisage en série de barres, tubes et profilés en tout type de matériaux (Cf. annexe 9). On supposera que cette facture est reçue et enregistrée deux jours après son émission [1 point].
13. Enregistrer dans le système d'information de la société SIMAIR – selon la technique du livre-journal - la facture émise par la société SIMAIR et envoyée à la société AIRBUS (Cf. annexe 10) [1 point].
14. Compléter le bilan fonctionnel de la société SIMAIR au 31/12/2006 (annexe 17 à compléter et à restituer avec la copie) [4,5 points].
Remarque : Tout écart de + 3 ou - 3 euros entre le total actif et le total passif du bilan fonctionnel est non significatif. Il peut s'expliquer par les arrondis pratiqués.
15. Compléter le tableau des indicateurs de l'équilibre structurel fonctionnel de la société SIMAIR au 31/12/2006 (annexe 18 à compléter et à restituer avec la copie) [2 points].
16. Compléter l'extrait du tableau des soldes intermédiaires de gestion de la société SIMAIR au 31/12/2006 (annexe 19 à compléter et restituer avec la copie) [1,5 point].

ANNEXE 1

Les équipementiers se ruent vers les pays émergents

Guillaume Lecompte-Boinet, *L'Usine Nouvelle* n° 3089, jeudi 21 février 2008

Une vraie douche froide. Le 4 février dernier, les dirigeants de Latécoère étaient à Méaulte (Somme) pour présenter leur grand projet industriel après la reprise des sites d'Airbus. Las, pris de court par des fuites dans la presse ils ont dû s'expliquer sur un autre projet, plus polémique, l'installation d'une usine au Maroc ou en Tunisie. La crainte des syndicats ? Que l'équipementier toulousain délocalise la production des pointes avant, aujourd'hui fabriquées à Méaulte, et supprime au passage des emplois. Le projet existe bel et bien « mais uniquement pour fabriquer des pièces d'aérostructures simples et pas des pointes avant », justifie François Bertrand, le président du directoire de Latécoère.

Pour autant, les syndicats restent sur leur garde, car en France, comme partout dans la vieille Europe, les délocalisations dans les pays à bas coût sont devenues un sujet passionnel. Craintes de fermetures d'usines, perte de savoir-faire, fuite de technologies

sensibles... alors que les équipementiers multiplient depuis plusieurs mois les projets. D'une part pour répondre à la hausse des coûts de production due à la baisse du dollar, et pour capter ces marchés émergents. Mais aussi pour s'adapter aux contraintes économiques d'Airbus, leur premier donneur d'ordres.

Avec son plan Power 8, l'avionneur a en effet radicalement changé sa façon de gérer ses achats, privilégiant désormais les appels d'offres transnationaux, qui mettent ses fournisseurs européens traditionnels en

compétition avec le monde entier. Une logique de plus en plus proche de celle de l'automobile. Les grands équipementiers n'ont pas tardé à réagir. Outre le projet de Latécoère, qui hésite encore entre le Maroc et la Tunisie, plusieurs dossiers « chauds » sont sur la table du motoriste Snecma (groupe Safran), du fabricant de connecteurs Souriau, de l'équipementier Daher ou encore chez Zodiac.

En avril, Snecma mettra en route deux sites en Chine, l'un près de Shanghai qui fabriquera des arbres de turbine et l'autre à Guiyang, dans le sud du pays, où le groupe plante

une fonderie d'aubes de turbine. Parallèlement, Snecma entame cette année la montée en cadence d'un joint-venture à 50-50 avec l'indien HAL pour produire des tuyauteries à Bangalore. Sans oublier l'usine créée en 2005 à 50-50 avec le russe NPO Saturn, à Rybinsk, pour produire des pièces de moteurs. « Nous voulons nous rapprocher de ces zones clés, mais aussi améliorer notre compétitivité pour le long terme », explique Philippe Petitcolin, le PDG de

Snecma. Le virage pris par le motoriste est net: il y a encore trois ans, 100 % de sa production était française.

C'est d'ailleurs tout Safran qui se mobilise sur l'international. Le groupe ouvre ou agrandit une dizaine de sites en 2008, principalement dans des pays low cost. Il va investir 130 millions d'euros et créer 2 400 emplois au total. « Nous devons préserver notre compétitivité et accompagner nos clients dans

► Suite de la page 27 ces zones émergentes », a indiqué Jean-Paul Herteman, le PDG, lors de la présentation des résultats annuels, le 14 février.

Chez Zodiac, l'internationalisation des usines ne date pas d'hier. Adeptes de la croissance par acquisition, l'équipementier possède déjà des usines aux Etats-Unis, en Afrique du Sud et au Brésil, héritées de ses achats. Mais depuis 2006, il a décidé de mettre les bouchées doubles en ouvrant un deuxième site en Tunisie, dédié aux clients européens, et un autre au Mexique, pour la zone nord-américaine. Avec un objectif clair: réduire son exposition au dollar faible tout en étant proche des clients. Actuellement, le groupe emploie un peu moins de 1 900 personnes dans ses différents sites low cost sur un total de 15 000 salariés.

Même souci de consolider les marges chez Daher. Son usine mexicaine, aujourd'hui opérationnelle, emploiera 180 à 200 personnes d'ici à deux ans. Elle complète son dispositif au Maroc, où l'équipementier et logisticien possède depuis 2004 un site à Tanger. « Nous considérons ces implantations

comme des points d'appui pour lutter contre les effets de la chute du dollar, et non pas comme des délocalisations car nous préservons les emplois en France », estime François Lepinoy, le président de Daher Aerospace, la nouvelle division dédiée à l'aéronautique. Les patrons du secteur ont encore des

pudeurs de jeune fille pour évoquer ce sujet. Et martèlent que les délocalisations ne détruisent pas d'emplois en France. « Au contraire, nous continuons d'investir dans les technologies de pointe, d'embaucher en France et nous réservons nos usines low cost pour les pièces à faible valeur ajoutée », affirme François Calvarin, le PDG de Souriau. Le fabricant de connecteurs, qui possède déjà des usines au Maroc et en République dominicaine, a mis en route l'été dernier une unité de fabrication de pièces usinées en Inde, à Cochin. Chez Latécoère, même discours: la future usine au Maghreb ne produira que des pièces dites primaires. Le groupe annonce 500 créations de postes en France d'ici à 2010. « Nous ne sommes pas opposés au principe de la délocalisation tant que cela concerne des activités à faible valeur ajoutée, prévient de son côté Claude Cliquet, délégué FO (majoritaire) à Méaulte. Mais la question qu'on peut se poser, est jusqu'où ne pas aller dans les transferts de technologies. Et là, je crains que les industriels aillent trop loin. »

Jean-Paul Herteman s'en défend. « Nous investissons deux à trois fois plus en France qu'à l'étranger », déclare-t-il. Exemple: Messier-Dowty, filiale spécialisée dans les trains d'atterrissage, agrandit son site chinois de Suzhou, mais investit 50 millions

d'euros dans l'usine de Bidos (Pyrénées-Atlantiques) pour augmenter ses capacités.

L'excellente conjoncture de l'aéronautique tombe à pic pour éviter la casse sociale. « La croissance nous permet d'investir à l'étranger sans supprimer de postes en France », insiste Philippe Petitcolin. La promesse survivrait-elle à un retournement du marché ? François Calvarin (Souriau) se veut réaliste: « Nous ne pouvons pas attendre la fin du cycle haussier pour internationaliser nos coûts. »

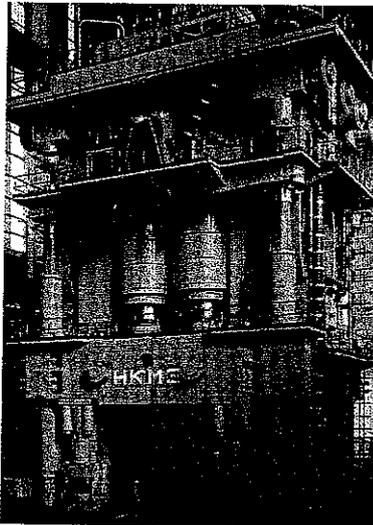
ANNEXE 1 suite

L'objectif des équipementiers ne vise pas uniquement cette réduction des coûts. A terme, ils veulent aussi entraîner dans leur sillage la flottille de leurs sous-traitants tricolores. Ainsi, François Bertrand (Latécoère) aimerait créer «un parc aéronautique au Maroc ou en Tunisie, où nos fournisseurs français pourraient eux-mêmes installer

des sites de fabrication». La vague de délocalisations ne concernera donc pas que les grands équipementiers mais aussi les PME, à condition qu'elles disposent de la logistique humaine. «S'installer dans un pays comme l'Inde n'est pas simple pour une entreprise de notre taille», rappelle Thierry Ondet, le PDG du sous-traitant Slicom, qui réalise 30 millions d'euros de chiffre d'affaires (lire page 28). Cette PME auvergnate a toutefois sauté le pas en s'associant à 50-50 avec un homologue local, Tocol, pour produire des pièces mécaniques.

Pour le PDG de Snecma, qui sous-traite 70% de sa production, aux trois quarts dans la zone euro, les fournisseurs n'ont pas le choix : «Nous sommes prêts à les accompagner pour qu'ils internationalisent leurs usines. Mais ils doivent comprendre que leurs charges de travail actuelles ne sont pas éternelles», prévient Philippe Petitcolin. A bon entendeur... ▀

Aubert & Duval investit en France, mais lorgne le Kazakhstan

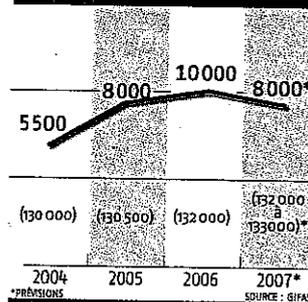


Choix. Presse chez Aubert & Duval à Issoire (Puy-de-Dôme). Le caractère capitalistique de l'activité l'a, pour l'instant, préservée des délocalisations.

Spécialiste du forgeage et du matriçage de grosses pièces pour l'aéronautique, l'auvergnat (800 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2007) a fait le choix d'investir en France. Cette année, son budget (60 millions d'euros) sera doublé par rapport à 2006. Filiale d'Eramet, Aubert & Duval refuse de délocaliser. Le producteur s'estime encore protégé par le caractère très capitalistique de son activité. Exemple : une pièce matriçée nécessite à elle seule 1 million d'euros pour développer les outillages. Mais les concurrents (russe, indiens...) se font chaque jour plus pressants. «Il est certain que notre position est mal comprise par les grands donneurs d'ordres», reconnaît Georges Duval, le PDG de l'entreprise. La société a d'ailleurs signé le 8 février un partenariat au Kazakhstan dans le titane avec le producteur UKTMP et EADS-Airbus. L'accord prévoit un investissement de 40 millions d'euros et la création d'un joint-venture entre Aubert & Duval et UKTMP, qui produira à partir de 2011 des demi-produits en titane (billettes et barres). L'implantation de cette société n'a pas encore été décidée mais il est possible qu'elle soit située au Kazakhstan.

L'aéronautique épargnée par la chute de l'emploi industriel

ÉVOLUTION DES RECRUTEMENTS
(nombre de salariés)



L'aéronautique française augmente légèrement ses effectifs en France. Plusieurs raisons expliquent cette tendance. Tout d'abord, la hausse régulière du trafic aérien (+ 4 à 5% par an), qui favorise les investissements industriels et les embauches, ainsi que les lancements de nouveaux avions, toujours générateurs d'activité.

Ensuite, le secteur a fortement augmenté ses cadences de production. Exemples : la production de l'Airbus A320 atteint aujourd'hui 34 appareils par mois, contre environ 22 début 2005 (+55%). De même, celle du moteur CFM 56, fabriqué par Snecma et General Electric, a bondi de près de 60% pendant la même période, avec 1264 livraisons en 2007, contre 800 en 2005. Une telle croissance aurait pu davantage bénéficier aux effectifs français. Si cela n'a pas été le cas, c'est que les entreprises du secteur ont aussi réalisé d'importants gains de productivité... et ont plutôt développé de nouvelles capacités dans les pays émergents.

ANNEXE 2

Quatre PMI font front commun

Guillaume Lecompte-Boinet, *L'Usine Nouvelle* n° 3087, jeudi 7 février 2008

Les quatre fondateurs

➤ **Dupuis Mécanique**, à Annezin (Pas-de-Calais).

➤ **Suma**, à Méaulte (Somme).

➤ **Somepic Technologies**, à Albert (Somme).

➤ **Bétrancourt**, à Albert (Somme).

➤ Le chiffre d'affaires cumulé est de **22 millions d'euros**, dont 60 % réalisé dans l'aéronautique, surtout de l'usinage de pièces de structures.

➤ L'effectif total est de **250 salariés**.

Au moment où Airbus bouleverse sa politique d'achat et où le thème des délocalisations inquiète les équipementiers, le volontarisme d'Alliance Aéronautique tombe à pic. Cette SAS, émanation de quatre entreprises, dont chacune détient 25 % du capital, tente de trouver une réponse aux défis posés aux sous-traitants : grossir pour pouvoir répondre à des appels d'offres de plus en plus larges, impliquant davantage de services.

Une stratégie dont la solidité va bientôt être mise à l'épreuve. Son principal client, l'usine Airbus de Méaulte (Somme), va passer au premier semestre sous la coupe de Latécoère (voir page 35), avec les incertitudes que cela suppose. « Dans un contexte de pression sur les prix, la taille est une préoccupation majeure », constate Patrice Juillien, le PDG d'Alliance Aéronautique et patron de Dupuis Mécanique, l'un des actionnaires.

Les avionneurs veulent désormais augmenter la taille des packages sous-traités et réclament des prestations plus complètes incluant études ou calculs. Créée mi-2005, Alliance Aéronautique a su faire évoluer ses compétences. De simple filiale commerciale, la société installée à Albert (Somme), à deux pas du site Airbus,

s'est dotée fin 2007 d'un atelier et de moyens industriels pour réaliser l'assemblage de pièces usinées provenant des sites de ses actionnaires. Et elle se prépare à une autre étape : être capable de réaliser l'intégration de systèmes, câblages ou tuyauteries, pour livrer des ensembles clés en main.

Ambition : déléster ses donneurs d'ordres de tâches, comme la gestion des approvisionnements ou les finitions et traitements de surface. Une quinzaine de salariés ont été embauchés et un bureau d'études est en cours de finalisation. Pourtant, à l'origine, le projet n'allait pas de soi. Chacun des chefs d'entreprise a dû vaincre ses réticences. A coups de visites croisées,

qui furent l'occasion de se découvrir des complémentarités, les quatre PDG apprennent à s'apprécier.

Un gros appel d'offres lancé par Airbus début 2005 va servir de catalyseur : 1250 références de pièces à traiter, avec à la clé le rachat de quelques machines. « Aucun des quatre actionnaires n'aurait été capable de répondre », se souvient Patrice Juillien. Grâce à la nouvelle structure, ils constituent une équipe et une méthodologie commune pour chiffrer des prix de revient et, ainsi, répondre à l'appel d'offres. Alliance Aéronautique devient l'unique interlocuteur. « Nous cherchons maintenant d'autres partenaires capables de nous apporter l'expertise dans des domaines comme les matériaux composites », note Patrice Juillien.

Toutes les options sont ouvertes, y compris un nouvel actionnaire. L'enjeu est aussi de diversifier sa clientèle. Son chiffre d'affaires actuel, de 13 millions d'euros, est réalisé à plus de 80 % avec Airbus. Beaucoup trop. Une prospection commerciale a été lancée, elle devrait déboucher sur des contrats fermes d'ici à quelques semaines. Objectif : porter les ventes d'Alliance Aéronautique à 40 millions d'euros d'ici à 2010. ■

GUILLAUME LECOMPTE-BOINET

ACAMAS EN SOUTIEN

Après sa création, Alliance a été soutenue par le programme Acamas (Accompagnement au changement des PME de la mécanique) initié par la FIM avec le soutien de collectivités territoriales, ici le conseil régional de Picardie. Acamas propose à faible coût des prestations de conseil stratégique personnalisées. Plus d'informations sur www.operation-acamas.com. ■

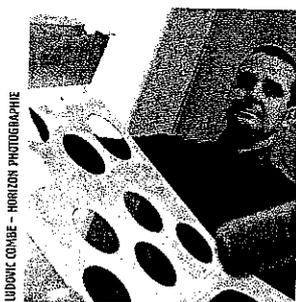
ANNEXE 3

Fiche d'identité de la société SLICOM AÉRO

- ❑ Raison sociale : SLICOM AÉRO
- ❑ Code activité principale (APE) : 2562B
- ❑ Activité : Réalisation d'ensembles et sous-ensembles mécaniques et hydrauliques
- ❑ Siège social : Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)
- ❑ Nationalité : France
- ❑ Forme juridique : Société par actions simplifiée (SAS)
- ❑ Capital social : 6 937 500 euros
- ❑ Date de clôture de l'exercice : le 31 décembre
- ❑ Président : Monsieur Thierry ONDET
- ❑ Effectif moyen au 31/12/2006 : 116 salariés

« Il devient difficile de produire certains types de petites pièces chez nous »

Thierry Ondet, PDG de Slicom (30 millions d'euros de chiffre d'affaires), à Clermont-Ferrand



Vous avez créé un joint-venture en Inde en 2007. Pour quelles raisons ?

Nos visons deux objectifs. Primo : obtenir des marchés auprès de donneurs d'ordres indiens, comme le groupe HAL.

Secundo : être plus compétitif sur certains types de petites pièces qu'il devient difficile de produire chez nous. En les fabriquant en Inde, nous pérennisons ici d'autres activités à plus forte valeur ajoutée dans lesquelles nous avons

investi. Ainsi, nous ouvrons cette année un atelier pour les composites à Clermont-Ferrand.

La délocalisation est-elle inéluctable ?

Pas du tout. Nous produisons chez nous certaines pièces à des coûts inférieurs à ceux de la Chine ou à l'Inde. Mais nos grands donneurs d'ordres nous y poussent.

Avez-vous l'intention de vous installer en Chine ?

S'il le faut oui, mais avec prudence. L'Inde est un pays plus abordable pour une entreprise de notre taille. Contrairement à la Chine, on y trouve un tissu de PME familiales, comme notre partenaire Tocol, et une main-d'œuvre qualifiée. De plus, les problèmes de copie sont moins graves qu'en Chine. ▀

ANNEXE 4

Extrait de la balance des comptes de la société SLICOM AÉRO au 31/12/2006

Numéros des comptes	Intitulés des comptes	Soldes après inventaire	
		Débit	Crédit
...	...		
601	Achats de matières premières	954 009	
6031	Variation des stocks de matières premières		216 498
6061	Achats eau et énergie	186 377	
6063	Achats d'outillages et de fournitures de petit équipement	269 341	
611	Sous-traitance	583 654	
612	Redevances de crédit-bail	285 712	
613	Locations	52 145	
6156	Maintenance	179 435	
616	Primes d'assurance	351 824	
6211	Personnel intérimaire	492 667	
6226	Honoraires	95 271	
623	Publicité, publications, relations publiques	63 413	
624	Transport de biens	349 272	
625	Déplacements, missions, réceptions	75 194	
626	Frais postaux et de télécommunications	82 448	
631	Impôts, taxes et versements assimilés	208 922	
641	Rémunérations du personnel	1 904 384	
645	Charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	776 531	
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations	303 597	
654	Pertes sur créances irrécouvrables	6 464	
...	...		
7011	Ventes de produits finis France		3 457 761
7012	Ventes de produits finis exportation et livraisons intracommunautaires		2 406 481
71355	Variation de stocks de produits finis		123 265
740	Subventions d'exploitation		3 350
791	Transferts de charges d'exploitation		12 870
758	Produits divers de gestion courante		72
...	...		

ANNEXE 5

Tableau de passage des comptes de charges de la balance au compte de résultat

POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT (DÉBIT)	INTITULÉS DES COMPTES
Charges d'exploitation (1)	
Achats de marchandises	607. Achats de marchandises. <i>A déduire</i> 6097. Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats de marchandises.
Variation de stock	6037. Variation des stocks de marchandises.
Achats de matières premières et autres approvisionnements	601. Achats stockés. - Matières premières (et fournitures); 602. Achats stockés. - Autres approvisionnements (matières consommables, fournitures consommables, emballages) (2). <i>A déduire</i> : 6091. Rabais, remises et ristournes obtenus sur achat de matières premières (et fournitures); 6092. Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats d'autres approvisionnement stockés.
Variation de stock	6031. Variation des stocks de matières premières (et fournitures); 6032. Variation des stocks des autres approvisionnements
Autres achats et charges externes	604. Achats d'études et prestations de service; 605. Achats de matériel, équipements et travaux; 606. Achats non stockés de matières et fournitures. <i>A déduire</i> : 6094 - 6095 - 6096 - 6098. Rabais, remises et ristournes obtenus. 61/62. Autres charges externes : services extérieurs (61), autres services extérieurs (62) ; - 611. Sous-traitance générale (3); 612. Redevances de crédit-bail; 613. Locations; 614. Charges locatives et de copropriété 615. Entretien et réparations; 616. Primes d'assurances; 617. Études et recherches; 618. Divers (documentation, frais de colloques, séminaires, conférences). <i>A déduire</i> : 619. Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs - 621. Personnel extérieur à l'entreprise; 622. Rémunérations d'intermédiaires et honoraires; 623. Publicité, publication, relations publiques. 624. Transports de biens et transports collectifs du personnel; 625. Déplacements, missions, réceptions; 626. Frais postaux et frais de télécommunications; 627. Services bancaires et assimilés; 628. Divers. <i>déduire</i> : 629. Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs.
Impôts, taxes et versements assimilés	631. Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts); 633. Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes); 635. Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration d'impôts); 637. Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes).
Salaires et traitements	641. Rémunérations du personnel (4); 644. Rémunération du travail de l'exploitant (5).
Charges sociales	645. Charges de sécurité sociale et de prévoyance; 646. Cotisations sociales personnelles de l'exploitant; 647. Autres charges sociales; 648. Autres charges de personnel (6).
Dotations aux amortissements et aux provisions : Sur immobilisations : dotations aux amortissements	6811. Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles; 6812. Dotations aux amortissements de charges d'exploitation à répartir.
Sur immobilisations : dotations aux provisions	6816. Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles.
Sur actif circulant : dotations aux provisions	6817. Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants (7).
Pour risques et charges : dotations aux provisions	6815. Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation.
Autres charges	651. Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires; 653. Jetons de présence; 654. Pertes sur créances irrécouvrables; 658. Charges diverses de gestion courante.
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun	655. Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun.
Charges financières :	
Dotations aux amortissements et aux provisions	6861. Dotations aux amortissements des primes de remboursement des obligations; 6865. Dotations aux provisions pour risques et charges financiers; 6866. Dotations aux provisions pour dépréciation des éléments financiers.
Intérêts et charges assimilées (8)	661. Charges d'intérêts; 664. Pertes sur créances liées à des participations; 665. Escomptes accordés; 668. Autres charges financières.
Différences négatives de change	666. Pertes de change.
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	667. Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement.
Charges exceptionnelles :	
Sur opérations de gestion	671. Charges exceptionnelles sur opérations de gestion.
Sur opérations en capital	675. Valeurs comptables des éléments d'actif cédés; 678. Autres charges exceptionnelles.
Dotations aux amortissements et aux provisions	6871. Dotations aux amortissements exceptionnels sur immobilisations; 6872. Dotations aux provisions réglementées (immobilisations); 6873. Dotations aux provisions réglementées (stocks); 6874. Dotations aux autres provisions réglementées; 6875. Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnelles; 6876. Dotations aux provisions pour dépréciations exceptionnelles.
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	691. Participation des salariés aux fruits de l'expansion.
Impôts sur les bénéfices	695. Impôts sur les bénéfices; 697. Imposition forfaitaire annuelle des sociétés.

(1) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs.

(2) Sous-comptes 6021, 6022 et 6026.

(3) Autres que sous-traitance incorporée directement aux ouvrages et produits fabriqués et inscrits aux comptes 604 ou 605.

(4) Y compris gérance majoritaire et administrateurs de sociétés.

(5) Sous réserve des dispositions en vigueur.

(6) A ventiler éventuellement entre « salaires et traitements » et « Charges sociales ».

(7) Autres que valeurs mobilières de placement.

(8) Dont intérêts concernant les entreprises liées.

ANNEXE 6

Tableau de passage des comptes de produits de la balance au compte de résultat

POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT (CRÉDIT)	INTITULÉS DES COMPTES
Produits d'exploitation (1)	
Ventes de marchandises	707. Ventes de marchandises. <i>A déduire</i> : 7097. Rabais, remises et ristournes accordés par l'entreprise sur ventes de marchandises.
Production vendue (biens et services)	701. Ventes de produits finis; 702. Ventes de produits intermédiaires; 703. Ventes de produits résiduels; 704. Travaux; 705. Etudes; 706. Prestations de services; 708. Produits des activités annexes. <i>A déduire</i> : 7091 - 7092 - 7094 - 7095 - 7096 - 7098. Rabais, remises et ristournes accordés par l'entreprise.
Production stockée	7133. Variation des en-cours de production de biens; 7134. Variation des en-cours de production de services; 7135. Variation des produits.
Production immobilisée	72. Production immobilisée; 73. Produits nets partiels sur opérations à long terme (2).
Subventions d'exploitation	74. Subventions d'exploitation.
Reprises sur provisions (et amortissements) et transferts de charges	781. Reprises sur amortissements et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation) (3); 791. Transferts de charges d'exploitation (4).
Autres produits	751. Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires; 752. Revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles; 753. Jetons de présence et rémunération d'administrateurs, gérants; 758. Produits divers de gestion courante.
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun	755. Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun.
Produits financiers	
Participation (5)	761. Produits de participation.
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé)	762. Produits des autres immobilisations financières.
Autres intérêts et produits assimilés (5)	763. Revenus des autres créances; 764. Revenus des valeurs mobilières de placement; 765. Escomptes obtenus; 766. Autres produits financiers.
Reprises sur provisions et transferts de charges	786. Reprises sur provisions (à inscrire dans les produits financiers) (6); 796. Transferts de charges financières (7).
Différences positives de change	766. Gains de change.
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	767. Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement.
Produits exceptionnels	
Sur opérations de gestion	771. Produits exceptionnels sur opérations de gestion.
Sur opérations en capital	775. Produits de cessions d'éléments d'actif; 777. Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice; 778. Autres produits exceptionnels.
Reprises sur provisions et transferts de charges	787. Reprises sur provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels) (8); 797. Transferts de charges exceptionnelles (9).

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs.
 (2) *A inscrire sur une ligne distincte (hors chiffre d'affaires).*
 Reprises détaillées en 7811, 7815, 7816 et 7817.
 (3) Pour la partie des charges d'exploitation transférée.
 Dont produits concernant les entreprises liées.

(5) Reprises détaillées en 7865 et 7866.
 (7) Pour la partie des charges financières transférée.
 (8) Reprises détaillées de 7872 à 7876.
 (9) Pour la partie des charges exceptionnelles transférée.

ANNEXE 7
Fiche d'identité de la société SIMAIR

- ❑ Raison sociale : SIMAIR
- ❑ Code activité principale (APE) : 3030Z
- ❑ Activité : Construction aéronautique et spatiale
- ❑ Siège social : Rochefort (Charente-Maritime)
- ❑ Nationalité : France
- ❑ Forme juridique : Société anonyme (SA) à conseil d'administration
- ❑ Capital social : 1 000 000 euros
- ❑ Date de clôture de l'exercice : le 31 décembre
- ❑ Effectif moyen au 31/12/2006 : 192 salariés (dont 12 ingénieurs et cadres)
- ❑ Président du conseil d'administration : Monsieur Jean-Michel ISAAC DOGNIN
- ❑ Directeur général : Monsieur Claude ORPHELIN
- ❑ Principaux produits : Pièces élémentaires, aérostructures, équipements commerciaux de cabines, maintenance, réparation et entretien d'équipements commerciaux de cabines

ANNEXE 8**Facture reçue par la société SIMAIR de la société VEDIORBIS****VEDIORBIS**

47 rue Toufaire
 17300 ROCHEFORT
 N° tél. : 05.46.99.28.88
 N° fax : 05.46.82.05.94
 Code APE : 7820Z

N° facture	Date
64924	23/06/2008

SIMAIR

17 Avenue André Dulin
 17300 ROCHEFORT

RÉFÉRENCE	DÉSIGNATION	QUANTITÉ	PRIX UNITAIRE H.T. en euros	MONTANT H.T. en euros
Contrat n° 439772	Mise à disposition de deux opérateurs du 16 au 20 juin 2008	10 jours	145,00	1 450,00

TOTAL H.T.	1 450,00
- REMISE	0,00
NET H.T.	1 450,00
TVA à 19,6 %	284,20
Montant T.T.C. en euros	1 734,20

Date d'échéance : le 30/06/2008

Taux des pénalités en cas de paiement en retard : 9 %

ANNEXE 9**Facture reçue par la société SIMAIR de la société MICHEL PIOCH**

MICHEL PIOCH SA
 Z. I. des Pommiers
 46400 SAINT-CÉRÉ
 N° tél. : 05.65.10.85.30
 N° fax : 05.65.10.85.38
 Code APE : 2841Z

N° facture	Date
597	24/06/2008

SIMAIR
 17 Avenue André Dulin
 17300 ROCHEFORT

RÉFÉRENCE	DÉSIGNATION	QUANTITÉ	PRIX UNITAIRE H.T. en euros	MONTANT H.T. en euros
CU550	Centre d'usinage avec magasin automatisé modèle 550	2	85 000,00	170 000,00

TOTAL H.T.	170 000,00
- REMISE	0,00
NET H.T.	170 000,00
TVA à 19,6 %	33 320,00
Montant T.T.C. en euros	203 320,00

Date d'échéance : le 30/09/2008

Taux des pénalités en cas de paiement en retard : 9 %

ANNEXE 10**Facture envoyée par la société SIMAIR à la société AIRBUS****SIMAIR**

Société anonyme au capital social de 1 000 000 euros

Z.I. des Sœurs

17 avenue André Dulin

17300 ROCHEFORT

N° tél. : 05.46.99.71.49

N° fax : 05.46.87.40.12

RCS : Rochefort B 316 883 180

Code APE : 3030Z

N° Facture	Date
3197	25/06/2008

AIRBUS INDUSTRIES

Direction des achats

1 rond point Maurice Bellonte

31700 BLAGNAC

RÉFÉRENCE	DÉSIGNATION	QUANTITÉ	PRIX UNITAIRE H.T. en euros	MONTANT H.T. en euros
BC668276	Pièces d'aérostructure	400	380,00	152 000,00

TOTAL H.T.	152 000,00
- REMISE	0,00
NET H.T.	152 000,00
TVA à 19,6 %	29 792,00
Montant T.T.C. en euros	181 792,00

Date d'échéance : le 31/08/2008

Taux des pénalités en cas de paiement en retard : 9 %

ANNEXE 11
Extrait du plan de comptes de la société SIMAIR

Numéros des comptes	Intitulés des comptes
205	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, etc.
211	Terrains
213	Constructions
2154	Matériel industriel
2182	Matériel de transport
2183	Matériel de bureau et matériel informatique
2184	Mobilier
...	...
401	Fournisseurs
404	Fournisseurs d'immobilisations
411	Clients
...	...
44562	État – TVA déductible sur immobilisations
44566	État – TVA déductible sur autres biens et services
44571	État – TVA collectée sur ventes
...	...
512	Banque
...	...
601	Achats de matières premières
60221	Achats de combustibles
6064	Achats de fournitures administratives
607	Achats de marchandises
611	Sous-traitance
613	Locations
615	Entretien et réparations
616	Primes d'assurances
6211	Personnel intérimaire
6226	Honoraires
624	Transports de biens
625	Déplacements, missions et réceptions
626	Frais postaux et de télécommunications
627	Services bancaires et assimilés
6282	Frais de sécurité
6333	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue
...	...
665	Escomptes accordés
...	...
701	Ventes de produits finis
706	Ventes de prestations de services
707	Ventes de marchandises
...	...
765	Escomptes obtenus
...	...

ANNEXE 12
Bilan actif de la société SIMAIR au 31/12/2006

Désignation de l'entreprise : SIMAIR		Durée de l'exercice en nombre de mois : 12					
Numéro SIREN : 316883180		Code APE : 353B					
Déclaration souscrite en EUR Cocher obligatoirement une case		Exercice N clos le 31/12/2006			N - 1		
		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3	Net 4		
Capital souscrit non appelé (0)		AA					
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement	AB	AC			
		Frais de recherche et développement	AD	963 479	AE	628 367	335 112
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	284 787	AG	233 133	51 654
		Fonds commercial (1)	AH	442 102	AI		442 102
		Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	100 800	AO		100 800
		Constructions	AP	1 629 543	AQ	841 959	787 584
		Installations techniques, matériel et outillages industriels	AR	1 994 680	AS	1 553 837	440 843
		Autres immobilisations corporelles	AT	447 223	AU	433 176	14 047
		Immobilisations en cours	AV		AW		
		Avances et acomptes	AX		AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
		Autres participations	CU		CV		
		Créances rattachées à des participations	BB		BC		
		Autres titres immobilisés	BD	7 874	BE		7 874
		Prêts	BF		BG		
		Autres immobilisations financières	BH	9 384	BI		9 384
	TOTAL (I)		BJ	5 879 875	BK	3 690 471	2 189 403
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements	BL	1 992 906	BM	202 366	1 790 540
		En cours de production de biens	BN	1 080 224	BO	93 345	986 879
		En cours de production de services	BP		BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR	807 342	BS	47 945	759 397
		Marchandises	BT		BU		
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	49 341	BW		49 341
		Clients et comptes rattachés (3)	BX	4 911 272	BY	4 389	4 906 883
		Autres créances (3)	BZ	1 229 685	CA		1 229 685
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD		CE		
	Disponibilités	CF	8 800	CG		8 800	
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)	CH	94 544	CI		94 544	
	TOTAL (II)	CJ	10 174 117	CK	348 045	9 826 072	
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	CL					
	Primes de remboursement des obligations (IV)	CM					
	Écarts de conversion actif (V)	CN					
TOTAL GÉNÉRAL (0 à V)		CO	16 053 992	IA	4 038 517	12 015 475	
Renvois : (1) Dont droit au bail			(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP		(3) Part à plus d'un an :	CR
Clause de réserve de propriété :	Immobilisations :		Stocks :			Créances :	

ANNEXE 13
Bilan passif de la société SIMAIR au 31/12/2006

Désignation de l'entreprise : SIMAIR				Exercice N	Exercice N - 1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) (Dont versé :		DA	1 000 000	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		DB		
	Écarts de réévaluation (2) (dont écart d'équivalence	EK	DC	793 118	
	Réserve légale (3)		DD	100 000	
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE		
	Réserves réglementées (3)	EJ	DF		
	Autres réserves		DG		
	Report à nouveau		DH	- 849 056	
	RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)		DI	- 217 117	
	Subventions d'investissement		DJ		
	Provisions réglementées		DK		
	TOTAL (I)		DL	826 945	
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs		DM	
Avances conditionnées		DN	251 809		
TOTAL (II)		DO	251 809		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques		DP		
	Provisions pour charges		DQ		
	TOTAL (III)		DR		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		DS		
	Autres emprunts obligataires		DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU	4 326 247	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs	EI	DV	383 031	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW	59 400	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	2 720 094	
	Dettes fiscales et sociales		DY	3 403 918	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ		
Compte régul.	Autres dettes		EA	44 029	
	Produits constatés d'avance (4)		EB		
TOTAL (IV)		EC	10 936 721		
Écarts de conversion passif		ED			
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)		EE	12 015 475		
RENOIS	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	(2)	Dont {	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
			Écart de réévaluation libre	1D	
			Réserve de réévaluation (1976)	1E	
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme	EF		
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	10 553 142		
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	4 326 247		

ANNEXE 14

Diverses informations complémentaires relatives au bilan de la société SIMAIR au 31/12/2006

- La ligne « Autres créances » (code BZ du bilan actif) comprend :
 - Une créance sur le personnel pour un montant de 458 471 euros ;
 - Une créance sur la Sécurité Sociale pour un montant de 13 676 euros ;
 - Une créance sur l'État relative à l'impôt sur les bénéfices pour un montant de 537 606 euros ;
 - Une créance sur l'État relative à la TVA pour un montant de 100 058 euros ;
 - Une créance sur l'État relative à différents impôts (autres que l'impôt sur les bénéfices) pour un montant de 13 507 euros ;
 - Des créances sur des débiteurs divers (Il s'agit notamment FINANCAIR, société-mère de la société SIMAIR) pour un montant de 106 373 euros.

- La lignes « Charges constatées d'avance » (code CH du bilan actif) ne porte que sur des éléments ayant un caractère d'exploitation (locations, maintenance, salons).

- La ligne « Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit » (code DU du bilan passif) ne comprend que des concours bancaires courants pour un montant de 4 326 247 euros.

- La ligne « Emprunts et dettes financières divers » (code DV du bilan passif) correspond en totalité à un emprunt à moyen et long terme contracté auprès de la société financière MIDI-PYRÉNÉES EXPANSION. Cette institution financière spécialisée accorde aux entreprises des prêts assortis de conditions particulières (taux d'intérêt réduit, différé de remboursement, caution gratuite, etc.).

- La ligne « Dettes fiscales et sociales » (code DY du bilan passif) comprend :
 - Des dettes vis-à-vis du personnel (salaires, primes et indemnités diverses, congés payés) pour un montant de 1 223 795 euros ;
 - Des dettes vis-à-vis des organismes sociaux (URSSAF, ASSEDIC et caisses de retraite) pour un montant de 1 022 029 euros ;
 - Des dettes vis-à-vis de l'État (TVA à décaisser) pour un montant de 766 255 euros ;
 - Des dettes vis-à-vis de l'État (autres impôts que l'impôt sur les bénéfices) pour un montant de 391 839 euros.

- La ligne « autres dettes » (code EA du bilan passif) correspond intégralement à des dettes vis-à-vis de créiteurs divers.

ANNEXE 15
Compte de résultat 1^{ère} partie de la société SIMAIR au 31/12/2006

		Désignation de l'entreprise : SIMAIR						
		Exercice N						
		France		Exportation et livraisons intracommunautaires		Total	Exercice (N-1)	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	FA		FB		FC		
	Production vendue	Biens	FD	26 462	FE		FF	26 462
			Services	FG	14 134 640	FH	51 872	FI
	Chiffres d'affaires nets	FJ	14 161 102	FK	51 872	FL	14 212 974	
	Production stockée					FM	- 135 197	
	Production immobilisée					FN		
	Subventions d'exploitation					FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges (9)					FP	253 626	
	Autres produits (1) (11)					FQ	747	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	14 332 152
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)					FS		
	Variation de stock (marchandises)					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					FU	1 971 495	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					FV	- 551 096	
	Autres achats et charges externes (3) (6bis)					FW	5 546 574	
	Impôts, taxes et versements assimilés					FX	494 807	
	Salaires et traitements					FY	4 537 103	
	Charges sociales (10)					FZ	1 680 876	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	- dotations aux amortissements				GA	351 211
			- dotations aux provisions				GB	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions					GC	81 947
	Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD		
	Autres charges (12)					GE	6 978	
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	14 119 900
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	212 252	
Opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	311	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN	1 053	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
Total des produits financiers (V)						GP	1 365	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	269 862	
	Différences négatives de change					GS	236	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
Total des charges financières (VI)						GU	270 099	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	- 268 734	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	-56 482	

ANNEXE 16 (à compléter et à restituer avec la copie)
Extrait du compte de résultat 1^{ère} partie de la société SIMAIR au 31/12/2006



N° 10167 * 12

③ **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)**

D.G.I. N° 2052 2008

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts).
EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

Désignation de l'entreprise : _____		Exercice N			Exercice (N-1)	
		France	Exportations et livraisons intracommunautaires	Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA	FB	FC		
	Production vendue { biens * services * }	FD	FE	FF		
		FG	FI	FI		
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	FK	FL		
	Production stockée *			FM		
	Production immobilisée *			FN		
	Subventions d'exploitation			FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)			FP		
	Autres produits (1) (11)			FQ		
	Total des produits d'exploitation (2) (I)				FR	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*			FS		
	Variation de stock (marchandises)*			FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*			FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*			FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*			FW		
	Impôts, taxes et versements assimilés *			FX		
	Salaires et traitements *			FY		
	Charges sociales (10)			FZ		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations { - dotations aux amortissements * - dotations aux provisions			GA	
					GB	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *			GC	
		Pour risques et charges : dotations aux provisions			GD	
		Autres charges (12) dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles (report en AZ)		AZ	GE	
Total des charges d'exploitation (4) (II)				GF		
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)					GG	
opérations et communs	Bénéfice attribué ou perte transférée *		(III)	GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré *		(IV)	GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)			GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)			GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)			GL		
	Reprises sur provisions et transferts de charges			GM		
	Différences positives de change			GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			GO		
Total des produits financiers (V)				GP		
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions *			GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)			GR		
	Différences négatives de change			GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			GT		
Total des charges financières (VI)				GU		
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					GV	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)					GW	

N° 2052 - IMPRIMERIE NATIONALE Février 2008 - 7 0000-06 1

ANNEXE 17 (à compléter et à restituer avec la copie)
Bilan fonctionnel de la société SIMAIR au 31/12/2006

ACTIF	Montant	PASSIF	Montant
<u>Emplois stables (ES)</u>		<u>Ressources durables (RD)</u>	
Sous-total		Sous-total	
<u>Emplois d'exploitation (EE)</u>		<u>Ressources d'exploitation (RE)</u>	
Sous-total		Sous-total	
<u>Emplois hors-exploitation (EHE)</u>		<u>Ressources hors exploitation (RHE)</u>	
Sous-total		Sous-total	
<u>Emplois de trésorerie (ET)</u>		<u>Ressources de trésorerie (RT)</u>	
Sous-total		Sous-total	
Total général		Total général	

ANNEXE 18 (à compléter et à restituer avec la copie)
Tableau des indicateurs de l'équilibre structurel fonctionnel de la société SIMAIR au
31/12/2006

Indicateurs	Modalités de calcul	Détails des calculs	Montant
Fonds de roulement fonctionnel (FRF)			
Besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)			
Besoin en fonds de roulements hors exploitation (BFRHE)			
Trésorerie nette (T)			
Vérification de la trésorerie nette (T)			

ANNEXE 19 (à compléter et à restituer avec la copie)
Extrait du tableau des soldes intermédiaires de gestion de la société SIMAIR au
31/12/2006

Éléments de calcul	Montant
Production vendue	
Production stockée	
Production immobilisée	
= Production de l'exercice	
Achats de matières premières et autres approvisionnements	
Variation de stock de matières premières et autres approvisionnements	
Autres Achats et charges externes	
= Valeur ajoutée produite	
Subventions d'exploitation	
Impôts, taxes et versements assimilés	
Salaires et traitements	
Charges sociales	
= Excédent brut d'exploitation (ou insuffisance brute d'exploitation)	

